



Conscience Canada

*Travaillons pour la paix. Cessons de payer pour la guerre !
Work for peace. Stop paying for war!*

Printemps 2021 Numéro 120

ISSN 1196-9970

Le syndrome du tout ou rien

Ruth Benn

Nos remerciements à Ruth Benn et au [National War Tax Resistance Coordinating Committee](#) (Comité national de coordination de résistance aux impôts militaires), aux États-Unis, pour cet article publié dans leur numéro de décembre 2020, *More Than a Paycheck : Refusing to Pay for War* (Plus qu'un chèque de paie : refuser de financer la guerre), le bulletin bimensuel de cet organisme.

Au cours des décennies pendant lesquelles j'ai refusé de payer les impôts destinés à des fins militaires, j'ai participé à de nombreuses réunions sur ce sujet, j'ai soutenu des résistants et des recrues, j'ai tenté de contrer les arguments de ce que j'appelle le « syndrome du tout ou rien ».

« Je ne peux pas vivre en dessous du revenu imposable, je ne peux donc pas m'opposer à l'impôt destiné à des fins militaires »

« Nous allons avoir un bébé, je dois rentrer dans le rang »

« Je sollicite un prêt, je dois faire profil bas »

« Le fisc vient de saisir mon compte bancaire, je n'ai d'autre choix que de mettre un terme à ma résistance »

« J'adhère à l'idée, mais je ne peux pas risquer mon emploi en m'opposant à l'impôt destiné à des fins militaires »

Loin de moi l'idée de me montrer arrogante ou moralisatrice. Les gens se heurtent à un mur et ont l'impression qu'il n'y a pas moyen de le contourner, et ce, pour toutes sortes de raisons. Je trouve que l'attitude préconisant le « tout ou rien » mérite d'être remise en question. Les gens évaluent les risques sans envisager toutes les options.

Quand j'entends un argument prônant le « tout ou rien », je repense à l'extrait vidéo d'une entrevue donnée par la résistante new-yorkaise Betty Winkler, qui, à sa manière tranquille, se demandait « et même s'il n'était question que d'un seul foutu dollar »? Ce cri du cœur m'a ravie, car il émane d'une personne plutôt calme; de ce fait, sa proposition a beaucoup plus de poids et donne matière à réfléchir.

Lors de réunions, mon partenaire dans la résistance, Ed Hedemann, rappelle souvent qu'il préfère que 1000 personnes résistent à 10 \$ chacune, plutôt qu'une seule d'entre elles à 10 000 \$. Bien que le montant soit le même, l'impact est beaucoup plus marqué. « C'est l'acte de résistance que le fisc déteste, beaucoup plus que le montant retenu ».

Je souligne que beaucoup de ceux qui résistent à hauteur de 100 % de l'impôt fédéral exigible ont commencé par un plus faible pourcentage. Nous avons souvent fait nos premiers pas dans la résistance fiscale en refusant de payer la taxe appliquée aux appels téléphoniques ou en retenant un certain pourcentage du montant exigible. [Aux États-Unis, il existait autrefois une taxe fédérale sur tous les appels locaux et



interurbains, mais avec l'avènement des services à tarif fixe et des téléphones portables, cette taxe a été abolie].

À mesure que notre résistance se renforce ou que nous commençons à gagner plus d'argent, certains d'entre nous craignent de ne pouvoir verser aucun impôt au gouvernement — ou imaginent comment ce serait de vivre sans revenus déclarés ou en dessous du seuil imposable. Je partage ce que Betty mentionne dans son entrevue : « Je pense que tous ceux qui l'ont déjà fait [*résister*] et tous ceux qui le font pour la première fois éprouvent un sentiment de prise en main personnelle, nouveau ou renouvelé ».

Pour ma part, au fil des ans, le fait de résister à l'impôt militaire a renforcé mon refus de coopérer et a réduit ma peur de « contester l'autorité ».

En fin de compte, je ne crois pas que le refus de verser le pourcentage de l'impôt destiné à des fins militaires soit une question d'argent. Si j'analyse ma propre démarche de résistance depuis 1987, les sommes non versées n'équivalent qu'à une cinquantaine de fusils M16, selon les normes du Pentagone. Dans ce calcul, il est cependant impératif de prendre en compte les nombreuses organisations qui ont bénéficié de mes impôts redirigés.

Pour moi, l'essentiel, c'est la protestation, la résistance — c'est ce que le gouvernement ne veut surtout pas que vous fassiez. Il ne veut pas qu'un contribuable refuse de verser ne serait-ce que 5 dollars. Cela pourrait encourager 100 autres personnes à refuser de verser ce même montant, et ces 100 personnes pourraient en influencer des milliers d'autres. Vous voyez où je veux en venir.

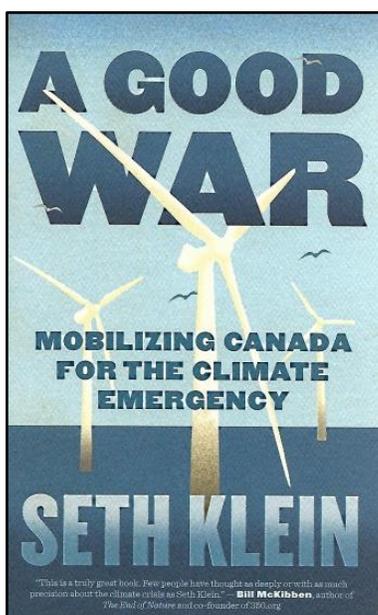
Il n'est pas interdit de rêver.

A Good War (Une bonne guerre)

Seth Klein

Critique du livre par Doug Hewitt-White

J'avoue avoir été réticent à l'idée de me plonger dans ce livre. Une bonne guerre? Est-ce concevable de prétendre que la guerre peut être bonne? Bien sûr, je savais qu'il ne s'agissait pas d'une guerre où l'on tire sur autrui. Seth Klein estime que l'urgence climatique ne peut être résolue que par une confrontation totale de la dépendance de notre monde aux combustibles fossiles, le genre de stratégie illustrée par les efforts déployés par le Canada, sur le front intérieur, pendant la Seconde Guerre mondiale. Il présente un dossier minutieux et bien documenté. Ses recherches sont impressionnantes. L'histoire des défis, des victoires et des échecs pendant la guerre est captivante. J'ai bien compris sa prémisse. Je ne la conteste pas.



Mais le livre de Seth Klein néglige des éléments essentiels.

1 – Le changement climatique provoque la guerre, et la guerre amplifie le changement climatique. Les pénuries alimentaires, les catastrophes environnementales, les multitudes de personnes cherchant un refuge sont autant de cas où le changement climatique provoque des conflits transnationaux et des réactions belliqueuses. Considérons maintenant la forte consommation et la dépendance de l'armée aux combustibles fossiles. Dans une guerre, l'apport de l'armée aux émissions de gaz à effet de serre (GES) prend des proportions catastrophiques. Si l'on ajoute à cela le fait que les grandes puissances mondiales comptent sur la dissuasion nucléaire comme stratégie militaire, la perspective de mettre fin à toute vie sur terre est on ne peut plus réelle. Conséquemment, le cercle infernal se perpétue : le changement climatique provoque la guerre, et la guerre amplifie le changement climatique. La nécessité de mettre fin à ce cercle vicieux n'est pas abordée dans le livre *A Good War*.

2 – Le militarisme est un pilier essentiel de notre système industriel à forte teneur en carbone. Ce système extrait et exploite les ressources naturelles de notre planète pour enrichir les plus nantis et entretenir notre dépendance à la consommation, nous enfonçant davantage dans une situation d'urgence climatique. Nous avons besoin d'une transformation sociale radicale. Nous devons mettre fin au viol de la terre mère. Nous devons cesser de considérer la sécurité comme une question de nature strictement militaire. Nous ne pouvons tout simplement pas atteindre le point zéro sans mettre fin au militarisme. *A Good War* ne dit pas un mot à ce sujet.

3. – Les armées du monde engloutissent nos ressources financières, physiques et intellectuelles. Le militarisme coûte cher. Il nous appauvrit. Par son silence à ce sujet, le livre de Seth Klein donne l'impression que nous pouvons assumer le lourd fardeau de la transformation de la société tout en continuant à alimenter la machine militaro-industrielle.

En omettant de décrire et de documenter les effets corrosifs du militarisme sur notre monde et notre climat, Seth Klein simplifie à l'excès le défi que représente la lutte contre l'urgence climatique. Il renforce un certain état d'esprit qui considère les solutions climatiques comme uniquement techniques, organisationnelles et politiques, alors que l'âme humaine a manifestement besoin d'une transformation radicale. *A Good War* est un livre intéressant, mais il aurait pu être tellement plus.



**CONFÉRENCE VIRTUELLE # NOWAR2021:
4-6 JUIN 2021**

Des foires aux armes aux zones de guerre: démêler la machine de guerre

À PROPOS

Ce bulletin est produit par Conscience Canada, un organisme non gouvernemental qui œuvre depuis 1978 à :

- informer les Canadiens du lien qui existe entre les impôts et la guerre;
- réduire les impôts consacrés à la guerre;
- soutenir la prévention des conflits et leur résolution non violentes;
- promouvoir un changement législatif qui reconnaîtrait le droit de ne pas payer l'impôt militaire.

Les points de vue exprimés dans ce bulletin sont ceux des auteurs-es; ils ne reflètent pas nécessairement les positions de Conscience Canada. Vous pouvez consulter ce bulletin en ligne à www.consciencecanada.ca. Si vous recevez la version imprimée de ce bulletin et que vous préférez le lire en ligne (en couleur et moins coûteux), dites-le-nous.

Conseil d'administration

Scott Albrecht.
Dave Bechtel,
Charlie Diamond,
Mary Groh,
Doug Hewitt-White,
Murray Lumley,
Jan Slakov,
Dwyer Sullivan,
Eric Unger

Conscience Canada fait face à des choix difficiles

La transition, l'adaptation et la régénération peuvent-elles déclencher une renaissance?

Le cycle de la vie se compose de nombreuses étapes. La vie d'une organisation ou d'un mouvement n'y échappe pas : naissance et croissance, stabilité des performances et déclin. La mort ou la régénération peuvent prendre différentes formes. Un arbre tombé fournit des nutriments au sol de la forêt et un abri aux petits animaux. L'héritage d'une personne aimée peut devenir une source d'inspiration pour les générations suivantes, adapté à un nouveau contexte.

L'organisme Conscience Canada est né du travail de personnes qui nous ont précédés, notamment les objecteurs de conscience au service militaire, alors que le Canada recrutait des hommes au moment des guerres mondiales. Le rôle du mouvement pacifiste au sens large et la réalité des années 1970 et 1980 ont inspiré un certain nombre de Canadiennes et de Canadiens. Il y a environ 40 ans, cette inspiration a donné naissance à notre organisation dont la mission est de promouvoir l'objection de conscience à l'imposition militaire.

L'année dernière, mes frères et moi avons incité et aidé mes parents à déménager de la maison où j'ai grandi vers une copropriété pour personnes âgées. Bien qu'ils soient encore en bonne santé et très actifs, ils ont compris qu'il valait mieux faire une transition pendant qu'ils étaient encore en contrôle, sans attendre qu'une crise les oblige à bouger.

J'ai l'impression que Conscience Canada vit un tournant comparable. La plupart des membres du conseil d'administration sont plus proches de l'âge de mes parents que du mien. Nous fonctionnons encore relativement bien, avec suffisamment d'argent en banque pour couvrir les petits déficits financiers que nous enregistrons chaque année. Même si la crise n'est pas encore à nos portes, force est de constater qu'il n'y a plus assez d'énergie pour espérer une remontée de vitalité.

Le nombre de personnes qui remplissent une déclaration d'impôt pour la paix et qui effectuent un dépôt dans le fonds fiduciaire pour la paix est faible et ne s'accroît pas. Nous n'avons pas été en mesure de mobiliser les jeunes générations dans la résistance fiscale à la guerre ou dans la réorientation des impôts pour la paix. Il y a quatre ans, Doug Hewitt-White s'est joint au conseil d'administration et nous a permis de déterminer certains axes stratégiques en tant qu'organisation. Cependant, nous ne disposons pas des ressources nécessaires pour réaliser une avancée significative en matière de collecte de fonds, de contestation judiciaire et de plaidoyer politique.

Le conseil d'administration a conclu à regret que Conscience Canada ne pouvait pas continuer sous sa forme actuelle. De nouvelles énergies et des idées novatrices sont nécessaires pour faire avancer la notion de l'objection de conscience à l'imposition militaire. Nous avons besoin de sang neuf pour gazouiller (tweeter), bloguer et échanger dans les médias sociaux dans le but d'atteindre et de convaincre les nouvelles générations. Nous envisageons donc de chercher un partenaire qui prendrait en charge les Déclarations d'impôt pour la paix et le Fonds fiduciaire pour la paix, pour renforcer la résistance à l'impôt de guerre, et parallèlement, dissoudre Conscience Canada en tant qu'organisation distincte. La seule proposition viable serait qu'un nombre important de nouveaux membres au conseil d'administration présentent des pistes inédites lors de notre assemblée générale du 1^{er} mai.

À la mort de mon grand-père, mon père m'a appelé en Colombie.

Adhérez à Conscience Canada

Toute personne qui s'engage à soutenir les objectifs de Conscience Canada est bienvenue dans nos rangs. Aucune cotisation n'est exigée. **Les dons sont cependant plus que bienvenus!**

Consultez le site consciencecanada.ca/membership/. Faites-nous savoir si vous pouvez agir comme bénévole. Écrivez-nous à info@consciencecanada.ca

Je faisais partie des équipes chrétiennes de pacification. Lors de cet appel, il a souligné que son père était pacifiste à sa façon. Je n'ai pas pu revenir pour les funérailles; cependant, j'ai senti que j'honorais sa mémoire en prenant des risques pour la paix.

Le mouvement pour la paix au Canada est actif et varié; il est composé de nombreuses personnes qui vivent pleinement leurs convictions de non-violence et de résistance au bellicisme. Conscience Canada se prépare à passer le flambeau. Bien sûr, il est trop tôt pour prévoir de quelles façons les idées de résistance à l'impôt de guerre trouveront un nouveau souffle.

Scott Albrecht, au nom du conseil d'administration de Conscience Canada

Le 10e anniversaire des Journées mondiales d'action sur les dépenses militaires (GDAMS) aura lieu du 10 avril au 9 mai 2021.



Visitez le site web <https://demilitarize.org/actions/gdams/gdams-2020/>

Extrait de la déclaration d'avril 2020 de GDAMS

Les militaires n'ont pas pu et ne pourront pas arrêter cette pandémie

Une telle crise ne peut être résolue qu'en soutenant les soins de santé et d'autres activités vitales, et non avec des équipements et du personnel militaires . . . **nous avons besoin de moins de soldats, de jets, de chars et de porte-avions et de plus de médecins, d'ambulances et d'hôpitaux** . . . les dépenses militaires ont pris une énorme quantité de ressources publiques pour fournir une fausse notion de sécurité qui n'a rien à voir avec les besoins et les droits des gens aux soins de santé, à l'éducation et au logement, entre autres services sociaux essentiels.

Il est temps de déplacer le budget militaire vers les besoins humanitaires

Une réduction importante des dépenses militaires permettrait de libérer des ressources non seulement pour assurer des soins de santé universels, mais aussi pour faire face aux urgences climatiques et humanitaires, qui font aussi des milliers de victimes chaque année, en particulier dans les pays du Sud, qui subissent les pires conséquences d'un modèle économique qui leur a été imposé.

Nous devons repenser la politique internationale, reconsidérer les menaces réelles qui pèsent sur notre sécurité et fournir aux services publics de protection civile les fonds nécessaires à leur bon fonctionnement. . . . **La réaffectation des budgets de la défense contribuerait à financer une transition indispensable vers des sociétés et des économies plus pacifiques, plus justes et plus durables.**

L'objecteur de conscience aux impôts militaires en tant que pacifiste révolutionnaire

Bruna Nota

Les personnes qui choisissent la paix comme mode de vie en société jugent odieuses les institutions responsables de la guerre et des tueries. L'objecteur de conscience, tant physique que fiscal, s'oppose au consensus largement partagé selon lequel il est acceptable ou utile de tuer pour défendre son pays. Paradoxalement, on s'entend également sur le fait que l'avènement de la « paix » est souhaitable. Pourquoi n'y a-t-il pas de consensus sur la manière d'y parvenir? Me pencher sur la thèse du professeur Anatol Rapoport m'a été fort utile pour comprendre cette contradiction.

M. Rapoport soutient que la façon dont les gens perçoivent l'absence de paix détermine les solutions recherchées et l'ensemble des actions et des moyens utilisés pour y parvenir (voir tableau ci-dessous). En prenant conscience de ce fait, nous sommes mieux à même de préciser notre démarche et d'engager un dialogue constructif avec d'autres personnes dont les actions sont ancrées dans une perception différente de la réalité. Notre pratique y gagnera également en efficacité.

Les conceptions de la paix et leurs composantes (*Adapté de "PEACE, an Idea Whose Time Has Come" d'Anatol Rapoport*)

	La paix par la violence	L'équilibre de l'armement	La sécurité collective	La paix par le droit	Le pacifisme personnel	Le pacifisme révolutionnaire
Problème	Menace externe	Déséquilibre	États agresseurs	Anarchie internationale	Agressivité humaine	Institution liée à la guerre
Solution	Puissance militaire	Équilibre de l'armement	Sanctions collectives	Droit international	Perfectionnement personnel	Abolition
Principaux acteurs	Élites militaires	Élites militaires et diplomatiques	Personnalités politiques	Juristes, politologues	Individus	Mouvements citoyens, communauté
Types de contrôle social	Menace	Menace économique*	Menace économique* Intégration*	Intégration	Intégration	Intégration
Attitudes induites	Agressivité, peur	Prudence	Solidarité, vigilance	Civisme	Amour, fermeté	Conscience mondiale
Rôle du maintien de la paix	Aucun	Faible à modéré	Important	Très important	Aucun	Faible

* Facteurs jugés secondaires

En tant qu'objectrice de conscience opposée à la fiscalité militaire, je me situe dans la dernière colonne. Je perçois les institutions militaires comme étant au centre du problème. Si d'une manière ou d'une autre, à quelque niveau que ce soit, on admet la nécessité d'une institution militaire, tout en s'opposant à la dernière atrocité, à la toute nouvelle arme, on se trahit soi-même. Notre militantisme serait plus efficace si nous rejetions totalement les institutions dédiées à la guerre. L'instauration d'un État de droit et un effort de perfectionnement personnel soutenu sont des éléments nécessaires, mais insuffisants pour parvenir à la paix et la maintenir. L'ingrédient manquant — et pourtant essentiel — est le rejet total de l'institution même de la guerre.

En refusant de contribuer au financement de cette institution, nous œuvrons pour son abolition totale et nous offrons une réelle perspective de paix. La paix entraîne l'absence de peur. La paix fait partie intégrante d'une communauté fondée sur l'égalité, dans laquelle la dignité de chaque personne est pleinement respectée. C'est en cela que cette position est révolutionnaire.